



**AGRICULTURES
& TERRITOIRES**
CHAMBRE D'AGRICULTURE
LANDES

MADAME LA PRESIDENTE
COMMUNAUTE DE COMMUNES COTEAUX ET VALLEES
DES LUYs
19 PLACE DE TECOUERE
40 330 AMOU

Mont de Marsan, le 06 mai 2024

Réf : URBA/RD/SC/2024-11

Madame la Présidente,

Dossier suivi par :
Romain DUBOSQ

Tél. : 05 58 85 44 18
Fax : 05 58 85 45 31
territoires@landes.chambagri.fr

Nous avons bien pris connaissance du projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme Local de l'Habitat de la Communauté de Communes Coteaux et Vallées des Luys, arrêté par délibération du conseil communautaire du 08 février 2024.

Après analyse détaillée du dossier que vous nous avez transmis voici les remarques que nous pouvons formuler.

Nous tenons à saluer la volonté de l'intercommunalité de pérenniser la vocation agricole du territoire et de limiter la consommation foncière globale et plus particulièrement sur les espaces NAF. Cependant, cela ne se traduit pas dans l'objectif affiché de 31% de modération de consommation de terres naturelles, agricoles et forestières à des fins urbaines là où l'objectif ZAN de la Loi Climat et Résilience prône les 50%.

Nous notons au sein du rapport de présentation une faiblesse du diagnostic agricole portant sur des informations datées et qui de ce fait ne reflète pas la réalité de votre territoire. L'étude sur la transmission et la reprise des exploitations menée par la Chambre agriculture des Landes en 2016 aurait mérité d'être optimisée.

Plusieurs thématiques qui permettent d'avoir un aperçu de l'activité économique agricole de votre territoire et des enjeux qui en découlent ne sont pas traitées. Notamment :

- le nombre d'exploitations et la SAU par commune qui permet d'identifier le poids de l'activité agricole à l'échelle communale ;
- l'occupation du sol qui permet de connaître la couverture au sol de l'ensemble des parcelles ;
- les ICPE qui permettent de connaître les distances d'éloignement et de faire des choix judicieux en matière d'ouverture d'urbanisation et de construction ;
- l'inventaire des CUMA qui permet l'identification des partenaires et de mieux cerner le poids économique de l'agriculture sur le territoire.

De même, la cartographie présente page 141 du diagnostic, certes constructive, n'est pas lisible et exploitable en l'état.

Nous constatons un manque d'application dans le traitement de la thématique agricole. En l'absence de ces éléments, il s'avère difficile d'avoir une analyse complète et efficace.

Le règlement de la zone A autorise les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole, ce que nous saluons. Mais par ailleurs nous souhaiterions que les constructions à usage d'habitation pour les activités agricoles et qui respectent la Charte Départementale sur les principes de constructibilité en zone agricole et forestière soient autorisées.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Etablissement public
loi du 31/01/1924
Siret 184 000 032 00013
APE 9411 Z

www.landes.chambagri.fr

La qualité est dans notre nature

Notre attirons votre attention sur les zones Agricoles avec enjeux paysagers (Ap). La vocation agricole de ces terrains étant confirmée, il ne doit pas y avoir de restriction qui puisse entraver le développement de l'activité des exploitants agricoles. Les conditions de proximité entre les bâtiments agricoles et les habitations sont définies dans le cadre du règlement sanitaire départemental et de la réglementation relative aux ICPE.

Le règlement de la zone N autorise les constructions et installations nécessaires à l'exploitation forestière, ce que nous saluons.

Il serait nécessaire d'autoriser dans cette zone les constructions et installations nécessaires à l'activité agricole et qui ne porte pas atteinte à l'environnement et au paysage, en particulier les installations nécessaires à l'élevage de volailles sous-bois en cabanes mobiles. Pour rappel, l'élevage de volailles en zone boisée est aujourd'hui une richesse et une spécificité du département des Landes reconnue à travers la labellisation des différentes productions.

Il serait préférable d'autoriser les affouillements et exhaussements de sols pour les activités agricoles dans les zones A et N dans un but de ne pas bloquer les projets en tenant compte des nappes et des particularités du terrain d'implantation.

Concernant les zones 1 AU (secteurs destinés à être ouverts à l'urbanisation), trois ont attiré notre attention :

- Castagnos-Soulens (B 51, B 61) ; Gaujacq (ZR 12, ZR 38) ; Pomarez (H 235)

Ils mobilisent des terres agricoles et méritent justification avant ouverture à l'urbanisation.

Nous attirons votre attention sur certains STECAL qui, par le choix du détour du secteur, impactent des surfaces agricoles :

- Nh : Amou (M 529) ; Argelos (D 155, D 156) ; Bonnegarde (B 375) ; Donzacq (A 510)
- NT1: Amou

Nous vous incitons à ce que le périmètre des STECAL se rapproche au plus près du bâti existant. Les STECAL présentés impactent des terres agricoles ou des espaces naturels, il serait souhaitable de justifier leur taille et leur caractère limité. De même leur incidence sur leur environnement proche, comme l'activité agricole, n'est pas abordée.

En conclusion, ces éléments étant exposés, la Chambre d'agriculture des Landes émet un avis défavorable sur votre projet de PLUi-H que vous nous avez transmis.

Restant à votre disposition, nous vous prions d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de nos respectueuses salutations.

Marie-Hélène CAZAUBON
Présidente

